



L'ENQUÊTE 2017

CERCLE DE L'ÉPARGNE / AMPHITÉA
LES FRANÇAIS, L'ÉPARGNE ET LA RETRAITE

EN PARTENARIAT AVEC AG2R LA MONDIALE



L'ENQUÊTE 2017

LES FRANÇAIS, L'ÉPARGNE ET LA RETRAITE

À la demande du Cercle de l'Épargne et d'AMPHITÉA, en partenariat avec AG2R LA MONDIALE, le Centre d'Études et de Connaissances sur l'Opinion Publique (CECOP) a conduit une enquête sur les Français, l'épargne et la retraite.

Cette enquête a été réalisée, sur internet, du 7 au 10 février 2017 auprès d'un échantillon de 1 001 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Le terrain d'enquête a été confié à l'IFOP.

The background is a complex, abstract geometric pattern composed of various shades of gray and black, creating a sense of depth and movement. A large, solid teal circle is centered on the page, serving as a container for the text.

LES ATTITUDES FACE À L'HÉRITAGE ET À L'ÉPARGNE

**MODIFIER DES RÈGLES
RÉDUIRE LA TAXATION**

LA REMISE EN CAUSE DE L'HÉRITAGE CLASSIQUE



FAVORABLE AU MAINTIEN DE
L'HÉRITAGE TEL QU'IL EST AU DÉCÈS
DES PERSONNES



FAVORABLE À DES DONATIONS
DU VIVANT DES PERSONNES AUX
ENFANTS OU PETITS-ENFANTS



ENSEMBLE (en %)

24

76

PRÉFÉRENCE PARTISANE (en %)

Gauche

27

73

En marche !

17

83

Droite et centre

15

85

Front national

33

67

ÂGE (en %)

18-24 ans

50

50

50 ans et plus

18

82

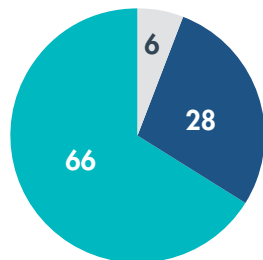
LA DIFFICULTÉ DE REMETTRE EN CAUSE L'ISF



	ENSEMBLE (en %)	PRÉFÉRENCE PARTISANE (en %)				PATRIMOINE (en %)			
		Gauche	En marche !	Droite et centre	Front national	Sans	Faible	Moyen	Élevé
UN BON IMPÔT, À AUGMENTER	24	36	10	10	26	32	21	17	14
UN BON IMPÔT, À MAINTENIR À SON NIVEAU ACTUEL	32	42	36	17	30	32	31	44	23
PAS UN BON IMPÔT, À RÉDUIRE	26	13	28	40	28	22	30	26	22
UN MAUVAIS IMPÔT, À SUPPRIMER	18	9	26	33	16	14	18	13	41
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
SOUS-TOTAL "UN BON IMPÔT"	56	78	46	27	56	64	52	61	37

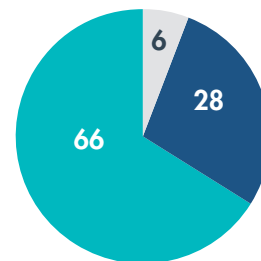
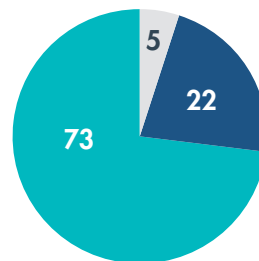
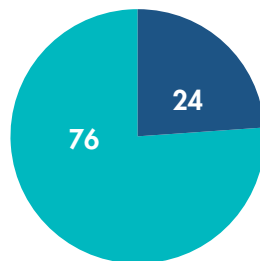
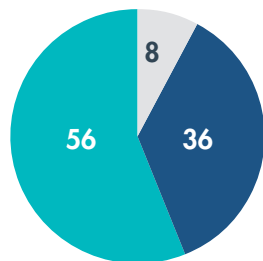
LE SOUHAIT DE TRÈS PEU TAXER LES PLACEMENTS DE L'ÉPARGNE

ENSEMBLE
(en %)

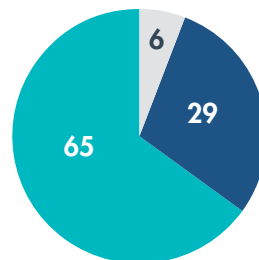
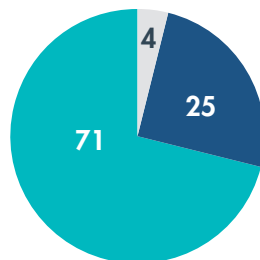
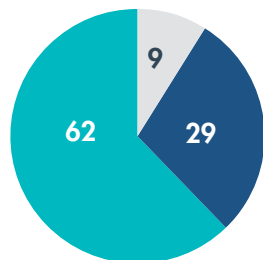


- LES TAXER À UN TAUX FIXE DE L'ORDRE DE 15%
- LES TAXER À UN TAUX FIXE DE L'ORDRE DE 30%
- LES TAXER AU MÊME NIVEAU QUE LES REVENUS DU TRAVAIL

**PRÉFÉRENCE
PARTISANE**
(en %)



**DÉTENTION DE
PRODUITS
D'ÉPARGNE**
(en %)



L'OPINION PUBLIQUE SE DIVISE SUR LE TAUX DE LA CSG APPLICABLE AUX RETRAITÉS

TAUX DE LA CSG

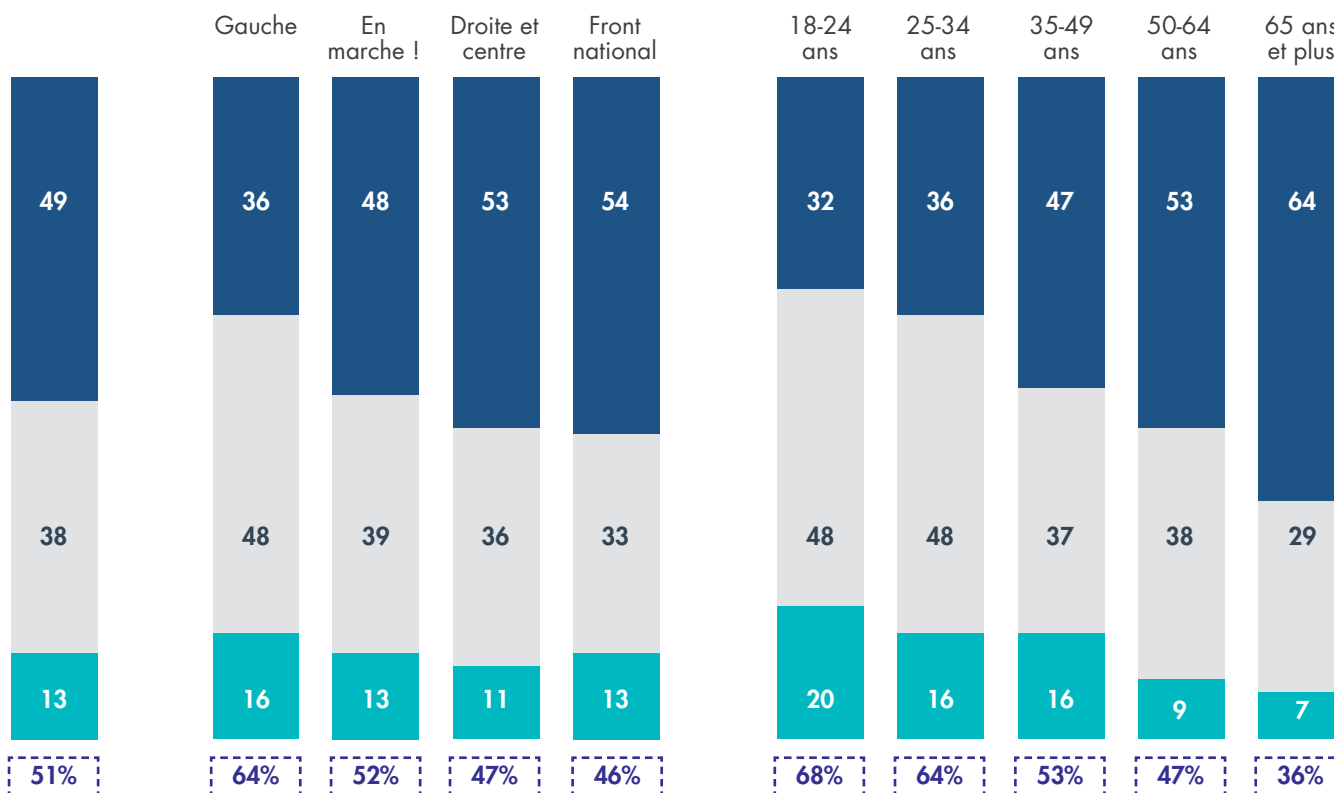
- PAS ALIGNÉ DU TOUT SUR LE TAUX PAYÉ PAR LES ACTIFS
- ALIGNÉ COMPLÈTEMENT

- ALIGNÉ UNIQUEMENT POUR LES RETRAITES SUPÉRIEURES AU SALAIRE MOYEN DES ACTIFS
- SOUS-TOTAL "ALIGNEMENT PARTIEL OU COMPLET"

ENSEMBLE (en %)

PRÉFÉRENCE PARTISANE (en %)

ÂGE (en %)



A low-angle, black and white photograph of a modern building's facade, featuring sharp geometric lines and a grid of windows. A large red circle is centered over the image, containing white text.

LES ATTITUDES FACE AUX PRODUITS D'ÉPARGNE

**LA PIERRE, L'ASSURANCE-VIE
ET POURQUOI PAS LES
ACTIONS**

REMONTÉE DE L'INTÉRÊT POUR LES ACTIONS, BAISSE DE L'ASSURANCE-VIE

LES PLACEMENTS LES PLUS RENTABLES
(2 réponses possibles)

RAPPEL 2016
(en %)

2017
(en %)

ÉCART

DÉTENTION DE PRODUITS D'ÉPARGNE - 2017 (en %)

				DONT DÉTENTEURS					
				Non épargnant	Uniquement Livret A	Épargnant	Assurance- vie	PEA, actions	SICAV, comptes rémunérés
LES BIENS IMMOBILIERS LOCATIFS	53	48	-5	39	55	48	46	47	45
LES CONTRATS D'ASSURANCE-VIE	49	37	-12	21	27	46	59	48	46
dont en fonds euros	34	24		13	20	29	36	29	18
dont en unités de compte	22	18		9	10	24	32	24	29
LES ACTIONS	17	23	+6	17	18	26	30	45	39
LE LIVRET A	8	9		8	15	7	5	4	12
LES OBLIGATIONS D'ENTREPRISE	8	9		5	7	10	9	11	9
LE CROWDFUNDING	7	9		6	9	9	9	10	19
LES LIVRETS BANCAIRES	10	9		4	14	8	6	3	9
LES OBLIGATIONS D'ÉTAT	6	5		6	3	5	5	7	4
AUCUN	22	29	+7	55	30	21	14	11	11

**LA SITUATION
PERSONNELLE
FACE À LA RETRAITE**

**BAISSE DE L'ÉPARGNE-RETRAITE
RÉGULIÈRE**

UNE PENSION PERÇUE PAR LES NON-RETRAITÉS COMME INSUFFISANTE POUR VIVRE CORRECTEMENT, Y COMPRIS PARMI LES REVENUS ÉLEVÉS



NON-RETRAITÉS
(en %)



RETRAITÉS
(en %)

LA PENSION SERA
SUFFISANTE (en %)

LA PENSION SERA
INSUFFISANTE (en %)

LA PENSION EST
SUFFISANTE (en %)

LA PENSION EST
INSUFFISANTE (en %)

ENSEMBLE	21	79	50	50
NIVEAU DE REVENUS				
MOINS DE 2 000 EUROS	16	84	28	72
2 000 À 3 000 EUROS	18	82	50	50
3 000 À 4 000 EUROS	24	76	58	42
PLUS DE 4 000 EUROS	48	52	74	26

PARMI LES NON-RETRAITÉS, L'EFFORT PERSONNEL D'ÉPARGNE-RETRAITE EST EN RECUL

	RAPPEL 2015 (en %)	RAPPEL 2016 (en %)	2017 (en %)	ÉCART 2017/2015	NIVEAU DE REVENUS 2017 (en %)				PENSE QUE SA PENSION DE RETRAITE SERA (en %)	
PLACEMENT DANS UN PRODUIT D'ÉPARGNE POUR SA RETRAITE (non-retraités)					Faible	Moyen	Assez élevé	Supérieur	Suffisante	Insuffisante
TRÈS RÉGULIÈREMENT	15	13	10	-5	8	8	15	14	14	9
ASSEZ RÉGULIÈREMENT	14	18	16		11	19	25	23	30	13
QUAND C'EST POSSIBLE	29	27	31		30	32	32	29	29	31
NON	42	42	43		51	41	28	34	27	47
	100%	100%	100%		100%	100%	100%	100%	100%	100%
SOUS-TOTAL "RÉGULIÈREMENT"	29	31	26		19	27	40	37	44	22

**LES ATTITUDES
FACE AU SYSTÈME
DE RETRAITE**

**DE LA DIFFICULTÉ
DE RÉFORMER**

NI AUGMENTATION DES COTISATIONS, NI DIMINUTION DES PENSIONS

JUGENT ACCEPTABLES CES MESURES (en % pour chacune de ces réponses)	ENSEMBLE	PRÉFÉRENCE PARTISANE				PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ				
		Gauche	En Marche !	Droite et centre	Front national	Commerçant et chef d'entreprise	Cadre supérieur	Profession intermédiaire	Ouvrier, employé	Retraité
LA DURÉE DE COTISATION À 43 ANS PLUS TÔT QUE PRÉVU	43	31	58	63	38	49	45	35	39	53
LE REPORT À 65 ANS DE L'ÂGE LÉGAL	40	26	57	62	29	53	50	26	30	56
L'AUGMENTATION DES COTISATIONS	35	44	39	30	33	20	36	36	29	41
LA DIMINUTION DES PENSIONS	6	7	8	6	5	8	7	4	11	0

LA RÉFORME DU RÉGIME DES RETRAITES : OUI AUX CHANGEMENTS, SAUF POUR L'ÂGE LÉgal À 65 ANS

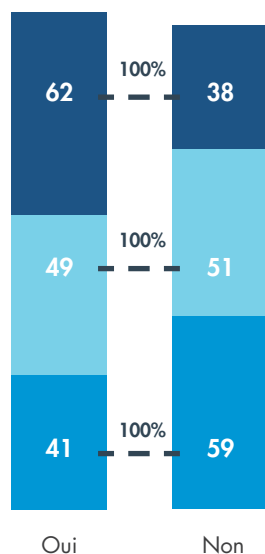
FAVORABLE APRÈS LES PROCHAINES ÉLECTIONS (en % pour chacune des mesures)

	RAPPEL 2016 (en %)	2017 (en %)	ÉCART	PRÉFÉRENCE PARTISANE (en %)				PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ (en %)				
				Gauche	En Marche !	Droite et centre	Front national	Commerçant et chef d'entreprise	Cadre supérieur	Profession intermédiaire	Ouvrier, employé	Retraité
PLACER LA FONCTION PUBLIQUE DANS LE RÉGIME GÉNÉRAL	72	70	-2	60	81	82	68	77	68	64	71	77
SUPPRIMER LES RÉGIMES SPÉCIAUX	nd	61	-	55	82	76	56	70	73	61	50	76
DÉVELOPPER LES FOND S DE PENSION	66	60	-6	54	66	66	61	71	55	59	61	59
REPOUSSER À 65 ANS L'ÂGE LÉgal DU DÉPART À LA RETRAITE	40	35	-5	20	41	59	29	47	38	22	25	52

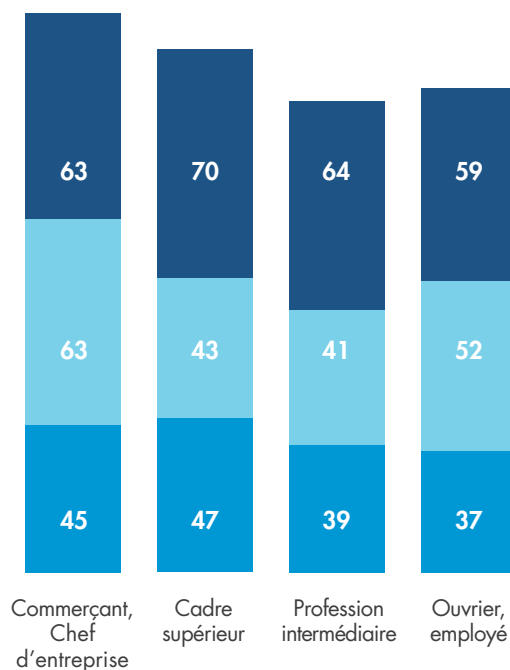
UNE ACCEPTATION ASSEZ GRANDE D'EFFORTS PERSONNELS POUR TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS

RECU DE LA CESSATION D'ACTIVITÉ POUR LES NON-RETRAITÉS (en % pour chacune des mesures)

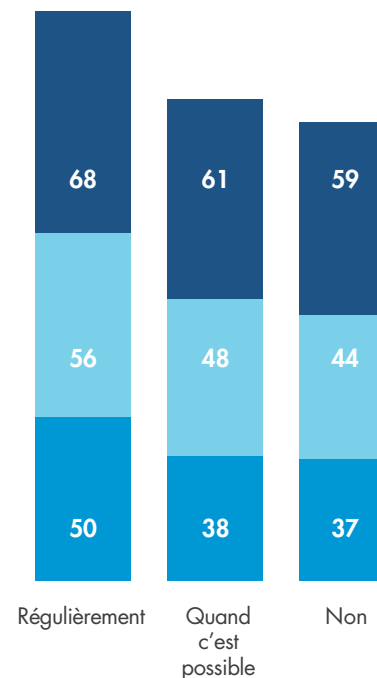
ENSEMBLE



PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ
"RÉPONSE OUI"



ÉPARGNE POUR SA RETRAITE
"RÉPONSE OUI"



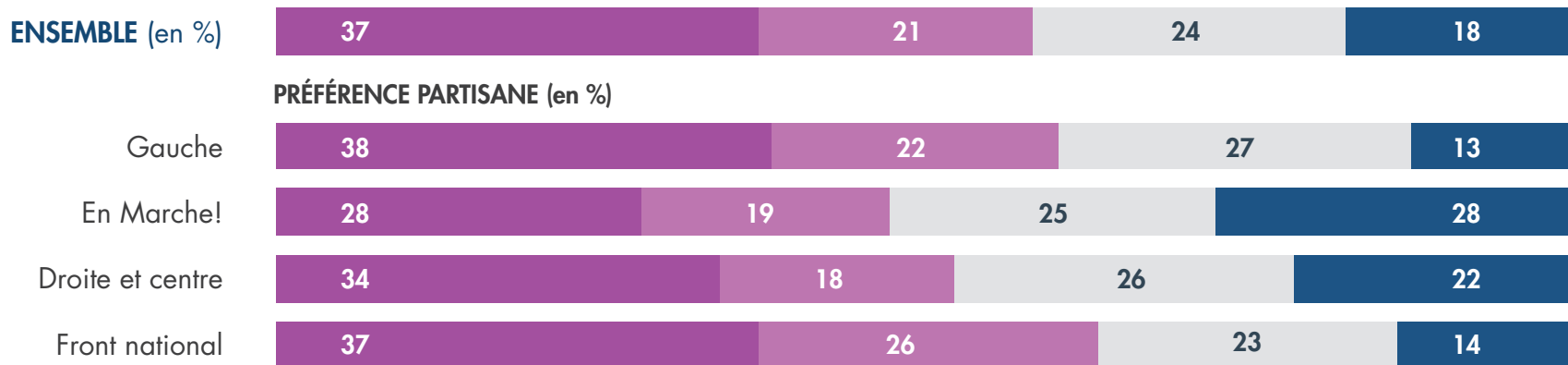
■ PRÊT À TRAVAILLER JUSQU'À 65 ANS À TEMPS PARTIEL LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ■ PRÊT À CUMULER EMPLOI ET RETRAITE PENDANT QUELQUES ANNÉES ■ PRÊT À TRAVAILLER À TEMPS PLEIN JUSQU'À 65 ANS

**LA PRISE EN CHARGE
DU COÛT DE LA
DÉPENDANCE**

**LES RÉGIMES SOCIAUX
EN TÊTE**

LES RÉGIMES SOCIAUX CITÉS EN TÊTE POUR PRENDRE EN CHARGE LE COÛT DE LA DÉPENDANCE : LES SOLUTIONS INDIVIDUELLES CITÉES EN PREMIER

CITÉ POUR PRENDRE EN CHARGE LA DÉPENDANCE : (en %)



■ LES COTISATIONS SOCIALES
■ LES IMPÔTS

■ LES ENTREPRISES VIA UNE COMPLÉMENTAIRE-DÉPENDANCE
■ LES INDIVIDUS VIA LEURS ÉCONOMIES OU UNE ASSURANCE SPÉCIALE

14% DES FRANÇAIS ENGAGÉS OU PRÊTS À S'ENGAGER DANS UNE ASSURANCE-DÉPENDANCE

PRÊT À SOUSCRIRE UNE ASSURANCE-DÉPENDANCE (en %)

	ENSEMBLE (en %)	ÂGE (en %)				ÉPARGNE POUR SA RETRAITE (en %)			
		Moins de 50 ans	50-64 ans	65-74 ans	75 ans et plus	Très régulièrement	Assez	Quand c'est possible	Non
OUI, DÉJÀ FAIT	6	3	5	11	18	7	4	5	7
CERTAINEMENT	8	7	8	8	7	15	8	7	6
PROBABLEMENT	42	45	42	40	32	55	47	45	36
PROBABLEMENT PAS	30	30	30	30	31	16	37	29	32
CERTAINEMENT PAS	14	15	15	11	12	7	4	14	19
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
SOUS-TOTAL 'DÉJÀ FAIT' + 'CERTAINEMENT'	14	10	13	19	25	22	13	12	13



CONCLUSIONS

01

Les Français ont une vision précise de leurs souhaits quant à la taxation de l'épargne et du capital. À une très grande majorité (76%), ils se prononcent pour une remise en cause de l'héritage classique pour favoriser les donations du vivant aux enfants ou petits-enfants. Ils n'acceptent pas, en revanche, la remise en cause de l'ISF même si une minorité significative de 44% des répondants le critique pour faire fuir les riches hors de France ou nuire à l'économie et à l'investissement. Sur les placements de l'épargne, les Français souhaitent une taxation fixe la plus basse possible, de l'ordre de 15%. Même la majorité des sympathisants de gauche et des non épargnants partagent cette façon de voir.

02

S'agissant des produits d'épargne et de placement jugés les plus rentables, l'assurance-vie subit un recul très marqué, passant de 49% des citations il y a un an à 37% aujourd'hui. Ce sont surtout les contrats en fonds euros qui reculent (-10 points) plutôt que les contrats d'unité de compte.



03

Parmi les non-retraités, la pratique “très régulière” de l’épargne-retraite personnelle recule, perdant jusqu’à cinq points en deux ans, au profit en particulier de la réponse “quand c’est possible”, signe d’une forte tension sur le pouvoir d’achat. Car l’inquiétude sur son niveau de vie à la retraite est forte : quatre personnes non-retraitées sur cinq pensent que leur pension de retraite sera insuffisante pour vivre correctement. Le problème est d’autant plus marqué que les Français ne montrent aucune adhésion spontanée à une réforme des retraites montrant ainsi la difficulté à engager toute remise en cause dans ce domaine. Ce qui se trouve aggravée par la proximité très nette des classes moyennes avec les catégories populaires pour s’opposer à des réformes comme le report de l’âge légal ou l’accélération du calendrier d’allongement de la durée des cotisations.

04

Les Français renvoient à la collectivité la prise en charge du coût financier de la dépendance, en priorité par le biais des cotisations sociales. Mais il n’est pas sûr que les interviewés aient clairement conscience des implications d’une mise en place d’une branche dépendance sur le montant de leurs cotisations sociales. Mais, prudence oblige, 14% des personnes interrogées déclarent qu’ils sont “certainement prêts” à souscrire à une assurance-dépendance voire l’avoir déjà fait.



EN PARTENARIAT AVEC AG2R LA MONDIALE



AG2R LA MONDIALE